

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Disraeli | 31015 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Kim Côté, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Disraeli pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 12 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Disraeli

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de Ville de Disraeli (ci-après la « ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, à l'exception du partenariat qui a comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernant ses activités d'après-fermeture des sites d'enfouissement, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
CPA auditrice, permis de comptabilité no A131443
Thetford Mines, le 8 mai 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	3 587 064	3 655 079	3 390 303
Compensations tenant lieu de taxes	2	321 305	305 459	303 426
Quotes-parts	3			
Transferts	4	621 729	828 414	1 468 527
Services rendus	5	831 283	1 843 376	805 304
Imposition de droits	6	53 000	145 330	112 110
Amendes et pénalités	7	5 000	8 876	9 794
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	40 100	98 133	92 277
Autres revenus	10	133 000	127 575	142 046
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 592 481	7 012 242	6 323 787
Charges				
Administration générale	14	877 675	809 213	759 079
Sécurité publique	15	496 905	586 910	510 810
Transport	16	1 038 310	1 247 121	1 208 068
Hygiène du milieu	17	1 024 897	2 125 393	1 476 585
Santé et bien-être	18	46 670	34 970	38 992
Aménagement, urbanisme et développement	19	256 361	262 304	269 448
Loisirs et culture	20	868 676	1 002 884	864 286
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	265 996	281 847	269 710
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 875 490	6 350 642	5 396 978
Excédent (déficit) lié aux activités	25	716 991	661 600	926 809
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		19 410 614	18 483 805
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		19 410 614	18 483 805
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		20 072 214	19 410 614

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 519 803	1 218 887
Débiteurs (note 5)	2	4 380 436	4 911 508
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	6 900 239	6 130 395
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	350 000	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	542 997	385 472
Revenus reportés (note 11)	12	210 927	154 493
Dette à long terme (note 12)	13	9 519 713	10 044 390
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	110 331	116 600
	16	10 733 968	10 700 955
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(3 833 729)	(4 570 560)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	23 643 387	23 721 699
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	180 034	180 034
Stocks de fournitures	20	59 497	57 648
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	23 025	21 793
	23	23 905 943	23 981 174
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	20 072 214	19 410 614
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	20 072 214	19 410 614
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	20 072 214	19 410 614

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	716 991	661 600	926 809
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	845 437)	1 167 257)
Produit de cession	3		16 174	
Amortissement	4		923 749	883 957
(Gain) perte sur cession	5		(16 174)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		78 312	(283 300)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(1 849)	(2 270)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(1 232)	(1 638)
	13		(3 081)	(3 908)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	716 991	736 831	639 601
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(4 570 560)	(5 210 161)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(4 570 560)	(5 210 161)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(3 833 729)	(4 570 560)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	661 600	926 809
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	923 749	883 957
Autres			
▪ Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	3.1	(16 174)	
	4	1 569 175	1 810 766
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	531 072	(267 491)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	151 256	(207 236)
Revenus reportés	8	56 434	109 678
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(1 849)	(2 270)
Autres actifs non financiers	12	(1 232)	(1 638)
	13	2 304 856	1 441 809
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	845 437) (	1 167 257)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	16 174	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(829 263)	(1 167 257)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	220 090	
Remboursement de la dette à long terme	25 (	762 267) (	591 273)
Variation nette des emprunts temporaires	26	350 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	17 500	24 885
Autres			
▪	28.1		
	29	(174 677)	(566 388)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	1 300 916	(291 836)
Solde déjà établi	31	1 218 887	1 510 723
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 218 887	1 510 723
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 519 803	1 218 887

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

N/A

b) Partenariats

Site d'enfouissement sanitaire régionale de Disraeli : 18,88 %

Actif sous contrôle partagé en vertu de l'entente intermunicipale concernant la protection des lacs Aylmer, Elgin et Louise : 16,83 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – site d'enfouissement

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures – de 2,5 % à 6,67 %

Bâtiments – de 2,5 % à 6,67 %

Véhicules – de 5 % à 20 %

Ameublement et équipement de bureau – de 10 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers – de 5 % à 20 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Propriétés destinées à la vente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles le Site d'enfouissement sanitaire régional de Disraeli a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

Ce montant est créé pour des frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement et est amorti sur une période de 25 ans par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et les passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

Site d'enfouissement sanitaire régional de Disraeli

La ville a été nommée mandataire du Site d'enfouissement sanitaire régional de Disraeli, par une entente intermunicipale. Ainsi, la ville a fait le choix d'inclure dans ses états financiers non consolidés tous les actifs, les passifs, les revenus et les charges qui proviennent du site d'enfouissement. Lors de la consolidation, ces opérations sont éliminées afin d'inclure la quote-part de la ville dans le site, tel que présenté à la note 2A).

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la ville a le pouvoir de revendre ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 18 437	16 682
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2 2 501 366	1 202 205
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 2 519 803	1 218 887
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 2 519 803	1 218 887
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 420 871	362 134
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux Parcs et terrains de jeux, au site d'enfouissement sanitaire, au nettoyage des boues et aux fonds réservés pour le fonds de roulement.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 249 628 \$ (250 835 \$ au 31 décembre 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 101 787 \$ (101 985 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	295 441	315 824
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 183 209	4 350 194
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	44 592	181 980
Organismes municipaux	13	740 321	15 094
Autres			
▪ Autres comptes à recevoir	14.1	116 873	48 416
	15	4 380 436	4 911 508
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 948 184	3 104 743
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 948 184	3 104 743
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	225 126	324 305
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 805 773	3 076 235
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	28 000	870 500
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	124 310	79 154
	27	3 183 209	4 350 194

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,76 % à 3,72 % (2,76 % à 3,72 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2039.

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 77 870 \$, portent intérêt au taux de 3,1 % (3,1 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2033.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
		37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
		42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,2 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la ville.

Également, la ville bénéficie d'un emprunt temporaire autorisé, d'un montant total de 1 200 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %, 7,2 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cet emprunt est utilisé pour le financement à court terme d'un projet entrepris par la ville.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	325 062	166 957
Salaires et avantages sociaux	44	87 639	66 025
Dépôts et retenues de garantie	45	31 998	64 279
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	13 226	9 713
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	47.2	85 072	78 498
		48	542 997
			385 472

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	15 673	8 883
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	51 099	
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Soutien à la coopération intermunicipale du Fonds régions et ruralité	54.1	102 734	102 734
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	41 421	34 475
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1		8 401
	63	210 927	154 493

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,39	5,10	2025	2029	64	9 264 024	9 811 229
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,95	6,20	2027	2029	68	280 418	275 390
Autres					69		
					70	9 544 442	10 086 619
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(24 729)	(42 229)
					72	9 519 713	10 044 390

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	5 881 624	64 484		5 946 108
2026	74	643 800	64 484		708 284
2027	75	2 216 800	64 484		2 281 284
2028	76	43 200	37 941		81 141
2029	77	478 600	92 585		571 185
2030 et plus	78				
	79	9 264 024	323 978		9 588 002
Intérêts et frais accessoires	80		43 560		43 560
	81	9 264 024	280 418		9 544 442

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	54 208
Régimes de retraite des élus municipaux	89	8 616
	90	62 824
		47 203
		8 509
		55 712

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	110 331	116 600
Autres			
▪	93.1		
	94	110 331	116 600
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	116 600	
Passifs engagés	96		30 519
Passifs réglés	97	(10 934)	(10 666)
Charge de désactualisation ¹	98	4 665	4 895
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		91 852
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	110 331	116 600

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la ville concernent principalement les activités d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Taux d'actualisation, incluant l'inflation : 4 %
- Période d'actualisation : 12 ans
- Taux d'inflation : 2,5 %
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 11 ans
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation : 0 an

Les charges estimatives totales relatives aux activités d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 139 905 \$ (150 839 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	6 196 482			6 196 482
Eaux usées	102	8 959 654			8 959 654
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	9 700 251			9 700 251
Autres					
▪ Autres	104.1	4 429 826			4 429 826
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	10 750 766	250 363		11 001 129
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 883 364	327 345	166 539	2 044 170
Ameublement et équipement de bureau	109	412 631			412 631
Machinerie, outillage et équipement divers	110	595 124	129 813		724 937
Terrains	111	573 360			573 360
Autres	112				
	113	43 501 458	707 521	166 539	44 042 440
Immobilisations en cours	114	365 899	137 916		503 815
	115	43 867 357	845 437	166 539	44 546 255
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 288 815	134 126		2 422 941
Eaux usées	117	5 801 413	95 888		5 897 301
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	4 393 496	215 356		4 608 852
Autres					
▪ Autres	119.1	2 395 770	83 401		2 479 171
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	3 032 048	257 939		3 289 987
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 368 383	83 836	166 539	1 285 680
Ameublement et équipement de bureau	124	365 044	13 873		378 917
Machinerie, outillage et équipement divers	125	500 689	39 330		540 019
Autres	126				
	127	20 145 658	923 749	166 539	20 902 868
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	23 721 699			23 643 387
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	563 880	327 345	340 028	551 197
Amortissement cumulé	130	(153 077)	(49 123)	(136 686)	(65 514)
Valeur comptable nette	131	410 803			485 683

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	180 034	180 034
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	180 034	180 034
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	180 034	180 034

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et immatriculation	143.1	23 025	21 793
Autres			
▪	144.1		
	145	23 025	21 793

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville est membre de la Municipalité régionale de comté des Appalaches. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

La ville s'est engagée, d'après divers contrats de location échéant à différentes dates jusqu'en 2027, à verser une somme totale de 167 736 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les trois prochains exercices s'élèvent à 66 105 \$ en 2025, à 36 812 \$ en 2026 et à 64 819 \$ en 2027.

De plus, la ville s'est engagée, en vertu d'un contrat de traitement des déchets échéant en 2025, à verser un montant de 82,97 \$ par tonne métrique pour le traitement des déchets.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La ville s'est également engagée, en vertu d'un contrat de traitement des matières organiques échéant en 2025, à verser un montant de 93,11 \$ par tonne métrique pour le traitement des matières.

Office d'habitation des Appalaches

L'Office d'habitation des Appalaches, la ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles immobiliers administrés sur son territoire. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

La ville a conclu des contrats de location et ententes échéant jusqu'en 2045, prévoyant la perception de montants totalisant 425 869 \$. Les revenus à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 337 899 \$ en 2025, à 24 727 \$ en 2026, à 24 762 \$ en 2027, à 1 797 \$ en 2028 et à 1 833 \$ en 2029.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté des Appalaches. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la ville s'élève à 34 143 \$.

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

N/A

24. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés (ou par les organismes auxquels elle participe), après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers*Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2024 et 2023. Toutefois, les actifs financiers en souffrance non dépréciés au 31 décembre se détaillent comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	284 019	342 865
Entre un an et deux ans	45 405	33 899
Entre deux et trois ans	2 693	1 933
Plus de trois ans	1 002	638
Total	333 119	379 335

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1,5 % (1,65 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$
Emprunts temporaires	350 000	0	0	0
Créditeurs et charges à payer	542 997	0	0	0
Dettes à long terme	6 128 485	3 171 596	657 374	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Total	7 021 482	3 171 596	657 374	0

27 . Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 390 303	3 587 064	3 655 079			3 655 079
Compensations tenant lieu de taxes	2	303 426	321 305	305 459			305 459
Quotes-parts	3					27 004	
Transferts	4	596 327	621 729	728 089			728 089
Services rendus	5	832 852	831 283	1 861 961		14 906	1 843 376
Imposition de droits	6	112 110	53 000	145 330			145 330
Amendes et pénalités	7	9 794	5 000	8 876			8 876
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	100 151	40 100	107 604		2 205	98 133
Autres revenus	10	142 046	133 000	206 528			127 575
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	5 487 009	5 592 481	7 018 926		44 115	6 911 917
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	872 200		100 325			100 325
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	872 200		100 325			100 325
	22	6 359 209	5 592 481	7 119 251		44 115	7 012 242
Charges							
Administration générale	23	747 773	874 936	797 139	9 883	2 191	809 213
Sécurité publique	24	488 420	496 905	561 934	24 976		586 910
Transport	25	915 548	1 038 310	935 169	311 952		1 247 121
Hygiène du milieu	26	1 477 476	1 037 976	1 750 357	394 525	13 742	2 125 393
Santé et bien-être	27	38 992	46 670	34 970			34 970
Aménagement, urbanisme et développement	28	250 577	256 361	245 942	16 362		262 304
Loisirs et culture	29	710 280	868 676	836 833	166 051		1 002 884
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	270 892	265 792	282 599		175	281 847
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	883 957		923 749	(923 749)		
	34	5 783 915	4 885 626	6 368 692		16 108	6 350 642
Excédent (déficit) lié aux activités	35	575 294	706 855	750 559		28 007	661 600

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	575 294	706 855	750 559	661 600
Moins : revenus d'investissement	2	(872 200)	()	(100 325)	(100 325)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(296 906)	706 855	650 234	561 275
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	883 957		923 749	923 749
Produit de cession	5			16 174	16 174
(Gain) perte sur cession	6			(16 174)	(16 174)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	883 957		923 749	923 749
Propriétés destinées à la vente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(377 210)	(447 337)	(612 965)	(612 965)
	18	(377 210)	(447 337)	(612 965)	(612 965)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(140 839)	(338 600)	(227 783)	(227 783)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			177 336	177 336
Excédent de fonctionnement affecté	21		146 343	20 000	56 749
Réserves financières et fonds réservés	22	(49 595)	(54 825)	(54 825)	(42 656)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	430 094	(12 436)	(57 913)	(10 932)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	239 660	(259 518)	(143 185)	(47 286)
	26	746 407	(706 855)	167 599	263 498
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	449 501		817 833	824 773

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	872 200	100 325	100 325
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	8 752)(	24 166)(	24 166)
Sécurité publique	3 (	11 543)(	27 161)(	27 161)
Transport	4 (	934 853)(	339 943)(	339 943)
Hygiène du milieu	5 (	26 067)(	319 874)(	319 874)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	186 042)(	134 293)(	134 293)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	1 167 257)(	845 437)(	845 437)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14		227 345	227 345
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	140 839	227 783	227 783
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		100 000	100 000
Excédent de fonctionnement affecté	17	135 098	161 163	161 163
Réserves financières et fonds réservés	18	26 148		
	19	302 085	488 946	488 946
	20	(865 172)	(129 146)	(129 146)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	7 028	(28 821)	(28 821)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 533 846	2 854 475	77 900	2 519 803
Débiteurs (note 5)	2	4 974 785	4 402 952	9 367	4 380 436
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	6 508 631	7 257 427	87 267	6 900 239
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		350 000		350 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	387 654	493 502	34	542 997
Revenus reportés (note 11)	12	154 493	210 927		210 927
Dettes à long terme (note 12)	13	10 107 661	9 551 589	7 424	9 519 713
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	617 680	584 474	110 331	110 331
	16	11 267 488	11 190 492	117 789	10 733 968
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 758 857)	(3 933 065)	(30 522)	(3 833 729)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	23 797 446	23 719 134	17 625	23 643 387
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	180 034	180 034		180 034
Stocks de fournitures	20	57 648	59 498		59 497
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	21 793	23 016		23 025
	23	24 056 921	23 981 682	17 625	23 905 943
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 415 118	1 666 754	18 217	1 588 583
Excédent de fonctionnement affecté	25	711 648	819 341		819 341
Réserves financières et fonds réservés	26	806 594	947 499	59 463	691 962
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	591 750)	(533 837)	100 778)	(100 778)
Financement des investissements en cours	28	(39 156)	(154 057)		(154 057)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	16 995 610	17 302 917	10 201	17 227 163
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	19 298 064	20 048 617	(12 897)	20 072 214
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 436 560	1 369 825	1 366 109	1 180 924
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	297 931	268 182	267 327	238 796
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 588 982	3 255 032	3 242 305	2 557 272
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	181 625	181 625	180 873	162 277
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	100 974	100 974	100 974	107 433
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	1 000			
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	190 048	190 067	190 067	145 763
Transferts	15	20 200	12 917	12 917	13 113
Autres	16				
Autres					
Transferts	17	68 306	66 321	66 321	63 012
Autres	18				44 431
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		923 749	923 749	883 957
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	4 885 626	6 368 692	6 350 642	5 396 978

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 588 583	1 366 752
Excédent de fonctionnement affecté	2	819 341	711 648
Réserves financières et fonds réservés	3	691 962	563 223
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(100 778)(	111 710)
Financement des investissements en cours	5	(154 057)	(39 156)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 227 163	16 919 857
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	20 072 214	19 410 614
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 666 754	1 415 118
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(78 171)	(48 366)
	11	1 588 583	1 366 752
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget de l'exercice suivant	12.1	470 495	466 657
▪ Programme de revitalisation	12.2	35 383	35 383
▪ Site d'enfouissement sanitaire	12.3	34 908	34 908
▪ Fonds parcs et terrains de jeux	12.4	119	119
▪ Régl. 613 – usine eau potable	12.5	174 581	174 581
▪ Fonds aréna	12.6	50 657	
▪ Stations de lavage	12.7	53 198	
	13	819 341	711 648
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	819 341	711 648

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Site d'enfouissement sanitaire	17.1 59 463	56 629
▪ Nettoyage des boues	17.2 20 265	20 265
	18 79 728	76 894
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 341 015	284 438
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25 262 219	197 391
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 9 000	4 500
Autres		
▪	30.1	
	31 612 234	486 329
	32 691 962	563 223

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	100 778)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 (	100 778)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	100 778)(
		111 710)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 160	160
Investissements à financer	65 (154 217)(	39 316)
	66 (154 057)	(39 156)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 23 643 387	23 721 699
Propriétés destinées à la revente	68 180 034	180 034
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 23 823 421	23 901 733
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 23 823 421	23 901 733
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (9 519 713)(	10 044 390)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (24 729)(	42 229)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 2 948 184	3 104 743
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (6 596 258)(	6 981 876)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (6 596 258)(	6 981 876)
	83 17 227 163	16 919 857

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		16
Description des régimes et autres renseignements			
Les employés de la ville cotisent à un REER collectif à raison de 6 % du salaire admissible et la ville cotise pour un montant équivalent à l'employé.			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	54 208	47 203
Autres régimes	115		
	116	54 208	47 203

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	4	4

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice, telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	2 424	2 525
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	8 616	8 509
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	8 616	8 509

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 656 466	1 656 466	1 548 785
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	332 519	332 519	310 939
Activités de fonctionnement	3	147 850	147 850	148 247
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	320 395	320 395	268 335
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	2 457 230	2 457 230	2 276 306
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	597 029	597 029	529 980
Égout	13	5 481	5 481	5 460
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	431 942	431 942	417 740
Autres				
Autres	16.1	148 064	148 064	147 183
Centres d'urgence 9-1-1	17	15 333	15 333	13 634
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 197 849	1 197 849	1 113 997
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 197 849	1 197 849	1 113 997
	27	3 655 079	3 655 079	3 390 303

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	87 739	87 739	87 155
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	217 720	217 720	216 271
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	305 459	305 459	303 426
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	305 459	305 459	303 426

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	47				
Sécurité publique					
Police	48				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	49				
Autres	50	1 696	1 696		4 737
Sécurité civile	51				
Autres	52				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	53	60 000	60 000		30 506
Enlèvement de la neige	54				
Autres	55				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	56				
Transport adapté	57				
Transport scolaire	58				
Autres	59				
Transport aérien	60				
Transport par eau	61				
Autres	62				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	95 244	95 244		100 278
Réseau de distribution de l'eau potable	64				
Traitement des eaux usées	65	5 729	5 729		6 650
Réseaux d'égout	66				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	67	23 514	23 514		24 333
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	68				
Tri et conditionnement	69				
Autres	70				
Autres	71				8 374
Cours d'eau	72				
Protection de l'environnement	73				
Autres	74				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	1 250	1 250	1 375
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	4 730	4 730	17 994
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	5 000	5 000	7 000
Réseau d'électricité	86			
	87	197 163	197 163	201 247

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	9 187	9 187	
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	(26 927)	(26 927)	840 500
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	110 081	110 081	
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	7 984	7 984	31 700
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	100 325	100 325	872 200

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
	Péréquation	130	294 798	286 192
	Neutralité	131		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	88 892	68 200
	Fonds de développement des territoires	134		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
	Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	133 287	40 688
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
	Autres	138	13 949	
		139	530 926	395 080
	TOTAL DES TRANSFERTS	140	828 414	1 468 527

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			232 132
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			232 132
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	19 341	19 341	
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	19 341	19 341	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158	5 153	5 153	4 225
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160	1 755	1 755	1 575
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	163 605	145 020	50 357
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165	14 592	14 592	14 224
Cours d'eau	166	762 113	762 113	
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	947 218	928 633	70 381

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179	22 500	22 500	22 500	
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181	1 840	1 840	2 000	
	182	24 340	24 340	24 500	
Réseau d'électricité					
	183				
	184	990 899	972 314	327 013	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186	1 617	1 617	1 896
Autres	187	10 917	10 917	12 381
	188	12 534	12 534	14 277
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile				
Autres	193	281 002	281 002	
	194	281 002	281 002	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202	792	792	8 580
	203	792	792	8 580
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			
Réseaux d'égout				
Matières résiduelles	207			
Déchets domestiques et assimilés	208	1 461	1 461	915
Matières recyclables	209	2 070	2 070	1 773
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	3 531	3 531	2 688

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215	4 009	4 009	3 949
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219	4 009	4 009	3 949
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	344 818	344 818	314 982
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	1 185	1 185	725
Autres	227	223 191	223 191	133 090
	228	569 194	569 194	448 797
Réseau d'électricité	229			
	230	871 062	871 062	478 291
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 861 961	1 843 376	805 304

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	10 222	10 222	12 258
Droits de mutation immobilière	233	135 108	135 108	99 852
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	145 330	145 330	112 110
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	8 876	8 876	9 794
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	107 604	98 133	92 277
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	16 174	16 174	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	101 053	101 053	141 566
Autres contributions	247	726	726	480
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	88 575	9 622	
	250	206 528	127 575	142 046
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	155 848		155 848	155 848	149 773
Greffe et application de la loi	2	20 133	732	20 865	20 865	21 404
Gestion financière et administrative	3	507 235	9 151	516 386	518 577	470 614
Évaluation	4	56 647		56 647	56 647	55 033
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪ Autres	6.1	57 276		57 276	57 276	62 255
	7	797 139	9 883	807 022	809 213	759 079
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	181 124		181 124	181 124	175 998
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	369 863	24 976	394 839	394 839	324 221
Sécurité civile	11	5 690		5 690	5 690	5 463
Autres	12	5 257		5 257	5 257	5 128
	13	561 934	24 976	586 910	586 910	510 810
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	787 610	299 603	1 087 213	1 087 213	1 006 557
Enlèvement de la neige	15	64 699	6 104	70 803	70 803	109 416
Éclairage des rues	16	27 303	6 245	33 548	33 548	27 649
Circulation et stationnement	17	9 487		9 487	9 487	20 015
Transport collectif						
Transport en commun	18	46 070		46 070	46 070	44 431
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	935 169	311 952	1 247 121	1 247 121	1 208 068

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	118 052	249 015	367 067	410 668
Réseau de distribution de l'eau potable	24	164 667	27 699	192 366	198 811
Traitement des eaux usées	25	204 090	23 533	227 623	231 233
Réseaux d'égout	26	14 783	93 534	108 317	129 991
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	138 190		138 190	134 954
Élimination	28	107 723		107 723	174 580
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	85 741		85 741	84 313
Tri et conditionnement	30	524		524	945
Matières organiques					
Collecte et transport	31	61 336		61 336	60 824
Traitement	32				
Matériaux secs	33	30 758		30 758	32 955
Autres	34				
Plan de gestion	35	3 747		3 747	1 964
Autres	36	11 842	744	12 586	15 347
Cours d'eau	37	762 113		762 113	
Protection de l'environnement	38	46 791		46 791	
Autres	39				
	40	1 750 357	394 525	2 144 882	1 476 585
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	34 970		34 970	38 992
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44				
	45	34 970		34 970	38 992

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	133 219	16 362	149 581	109 659	
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48	90 650		90 650	132 432	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	22 073		22 073	27 357	
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52					
	53	245 942	16 362	262 304	269 448	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	103 700	3 410	107 110	86 996	
Patinoires intérieures et extérieures	55	280 715	61 710	342 425	281 802	
Piscines, plages et ports de plaisance	56	226 459	76 987	303 446	283 131	
Parcs et terrains de jeux	57	89 497	9 891	99 388	81 822	
Parcs régionaux	58	13 243		13 243	16 012	
Expositions et foires	59					
Autres	60	47 698		47 698	41 068	
	61	761 312	151 998	913 310	790 831	
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	42 711	12 456	55 167	41 815	
Bibliothèques	63	18 895		18 895	15 885	
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65		1 377	1 377	1 377	
Autres	66	13 915	220	14 135	14 378	
	67	75 521	14 053	89 574	73 455	
	68	836 833	166 051	1 002 884	864 286	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	255 868		255 868	255 116	244 826
Autres frais	71	26 731		26 731	26 731	24 884
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73					
	74	282 599		282 599	281 847	269 710
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	923 749 (	923 749)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	54 273	54 273	26 066
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			908 705
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	7 984	7 984	
Autres infrastructures	11	184 835	184 835	45 328
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	24 166	24 166	8 752
Édifices communautaires et récréatifs	14	117 022	117 022	140 715
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	327 345	327 345	26 148
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19	129 812	129 812	11 543
Terrains	20			
Autres	21			
	22	845 437	845 437	1 167 257

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	54 273	54 273	26 066
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	183 533	183 533	948 022
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	9 286	9 286	6 011
Autres immobilisations corporelles	11	598 345	598 345	187 158
	12	845 437	845 437	1 167 257

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 449 509		210 267	3 239 242
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 532 367	220 090	395 441	3 357 016
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 981 876	220 090	605 708	6 596 258
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 104 743		156 559	2 948 184
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 104 743		156 559	2 948 184
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 104 743		156 559	2 948 184
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 104 743		156 559	2 948 184
	19	10 086 619	220 090	762 267	9 544 442
Dette en cours de refinancement	20 ()			()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	10 086 619	220 090	762 267	9 544 442

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	9 544 441
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	154 057
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 948 184
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	6 750 314
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	6 750 314
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	34 143
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	6 784 457
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 784 457
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2	56 647	55 033
	Autres	3	30 152	31 012
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5	22 090	15 945
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9		
	Autres	10	46 070	
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12		484
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15	3 747	1 964
Santé et bien-être				
	Habitation	16	1 970	4 496
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	7 318	9 472
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20	22 073	27 357
	Autres	21		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité				
		24		
		25	190 067	145 763

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	844 532	1 167 257
Frais de financement	4	905	
Autres	5		
	6	845 437	1 167 257

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	35,00	5 932,00	252 515	49 437	301 952
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,00	33,00	8 663,00	258 833	50 674	309 507
Cols bleus	4	28,00	40,00	24 361,00	585 212	114 572	699 784
Policiers	5						
Pompiers	6	24,00	5,00	5 172,00	159 865	31 298	191 163
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	63,00		44 128,00	1 256 425	245 981	1 502 406
Élus	9	7,00			113 400	22 201	135 601
	10	70,00			1 369 825	268 182	1 638 007

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	95 244				95 244
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4	5 729				5 729
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	623 333	37 409	61 864	4 835	727 441
	7	724 306	37 409	61 864	4 835	828 414

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	37 902	26 843
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	37 902	26 843
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	138 178	140 715
Réseau de distribution de l'eau potable	18	25 390	24 172
Traitement des eaux usées	19	37 542	34 547
Réseaux d'égout	20	927	1 457
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	11 474	9 952
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	213 511	210 843
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	5 295	5 948
Autres	36		
	37	5 295	5 948
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	23 633	24 811
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	2 258	2 447
Autres	40		
	41	25 891	27 258
Réseau d'électricité			
	42		
	43	282 599	270 892

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
CHARLES AUDET	1.1 Maire	25 200	12 600	1 800	900
ALAIN DAIGLE	1.2 Conseiller	8 400	4 200		
CLAUDE JOLICOEUR	1.3 Conseiller	8 400	4 200		
JEAN-FRANÇOIS MAROIS	1.4 Conseiller	8 400	4 200		
GERMAIN MARTIN	1.5 Conseiller	8 400	4 200		
MATTEAU MARTIAL	1.6 Conseiller	8 400	4 200		
DANIEL ROY	1.7 Conseiller	8 400	4 200		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			500 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3			\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5			\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6			\$
Ligne 3 : Autres revenus	7			\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8			\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9			\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10			\$
Ligne 9 : Autres charges	11			\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12			\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13			\$
Ligne 14 : Débiteurs	14			\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15			\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16			\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17			\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18			\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19			\$
Ligne 24 : Libres	20			\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21			\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22			\$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	23			\$
Constatés au cours de l'exercice	24			\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25			\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 10-2019-265
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-10-17

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 _____
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-12

Nom du signataire : Kim Côté

Fonction du signataire : Directrice générale

Date de transmission au Ministère : 2025-05-22

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-22 09:44

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement	1	5 487 009	5 592 481	7 018 926	44 115	6 911 917
Investissement	2	872 200		100 325		100 325
	3	6 359 209	5 592 481	7 119 251	44 115	7 012 242
Charges	4	5 783 915	4 885 626	6 368 692	16 108	6 350 642
Excédent (déficit) lié aux activités	5	575 294	706 855	750 559	28 007	661 600
Moins : revenus d'investissement	6	(872 200)	()	(100 325)	()	(100 325)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(296 906)	706 855	650 234	28 007	561 275
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	883 957		923 749		923 749
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(377 210)	(447 337)	(612 965)	(7 305)	(612 965)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(140 839)	(338 600)	(227 783)	()	(227 783)
Excédent (déficit) accumulé	12	380 499	79 082	84 598	(13 763)	180 497
Autres éléments de conciliation	13					
	14	746 407	(706 855)	167 599	(21 068)	263 498
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	449 501		817 833	6 939	824 773

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 533 846	2 854 475	2 519 803
Débiteurs	2	4 974 785	4 402 952	4 380 436
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	6 508 631	7 257 427	6 900 239
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8		350 000	350 000
Créditeurs et charges à payer	9	387 654	493 502	542 997
Revenus reportés	10	154 493	210 927	210 927
Dette à long terme	11	10 107 661	9 551 589	9 519 713
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13	617 680	584 474	110 331
	14	11 267 488	11 190 492	10 733 968
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(4 758 857)	(3 933 065)	(3 833 729)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	23 797 446	23 719 134	23 643 387
Autres	17	259 475	262 548	262 556
	18	24 056 921	23 981 682	23 905 943
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 415 118	1 666 754	1 588 583
Excédent de fonctionnement affecté	20	711 648	819 341	819 341
Réserves financières et fonds réservés	21	806 594	947 499	691 962
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	591 750)(	533 837)(	100 778)(
Financement des investissements en cours	23	(39 156)	(154 057)	(154 057)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	16 995 610	17 302 917	17 227 163
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	19 298 064	20 048 617	20 072 214

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Budget de l'exercice suivant	1.1 470 495	466 657
▪ Programme de revitalisation	1.2 35 383	35 383
▪ Site d'enfouissement sanitaire	1.3 34 908	34 908
▪ Fonds parcs et terrains de jeux	1.4 119	119
▪ Règl. 613 – usine eau potable	1.5 174 581	174 581
▪ Fonds aréna	1.6 50 657	
▪ Stations de lavage	1.7 53 198	
	2 819 341	711 648
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	
	4 819 341	711 648
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Site d'enfouissement sanitaire	5.1 59 463	56 629
▪ Nettoyage des boues	5.2 20 265	20 265
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	7 341 015	284 438
Organismes contrôlés et partenariats	8	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	9 262 219	197 391
Organismes contrôlés et partenariats	10	
Fonds local d'investissement	11	
Fonds local de solidarité	12	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13 9 000	4 500
Autres		
▪	14.1	
	15 691 962	563 223
	16 1 511 303	1 274 871

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	6 750 314
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	6 784 457

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 357 016	3 532 367
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	3 239 242	3 449 509
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 948 184	3 104 743
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	9 544 442	10 086 619

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	3 390 303	3 587 064	3 655 079	3 655 079
Compensations tenant lieu de taxes	13	303 426	321 305	305 459	305 459
Quotes-parts	14				
Transferts	15	596 327	621 729	728 089	728 089
Services rendus	16	832 852	831 283	1 861 961	1 843 376
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	121 904	58 000	154 206	154 206
Autres	18	242 197	173 100	314 132	225 708
	19	5 487 009	5 592 481	7 018 926	6 911 917
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	872 200		100 325	100 325
Autres	23				
	24	872 200		100 325	100 325
	25	6 359 209	5 592 481	7 119 251	7 012 242

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	797 139	9 883	807 022	809 213	759 079
Sécurité publique						
Police	2	181 124		181 124	181 124	175 998
Sécurité incendie	3	369 863	24 976	394 839	394 839	324 221
Autres	4	10 947		10 947	10 947	10 591
Transport						
Réseau routier	5	889 099	311 952	1 201 051	1 201 051	1 163 637
Transport collectif	6	46 070		46 070	46 070	44 431
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	501 592	393 781	895 373	895 373	970 703
Matières résiduelles	9	439 861	744	440 605	421 116	505 882
Autres	10	808 904		808 904	808 904	
Santé et bien-être	11	34 970		34 970	34 970	38 992
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	133 219	16 362	149 581	149 581	109 659
Promotion et développement économique	13	22 073		22 073	22 073	27 357
Autres	14	90 650		90 650	90 650	132 432
Loisirs et culture	15	836 833	166 051	1 002 884	1 002 884	864 286
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	282 599		282 599	281 847	269 710
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	5 444 943	923 749	6 368 692	6 350 642	5 396 978
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	923 749 (	923 749)			
	21	6 368 692		6 368 692	6 350 642	5 396 978

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	872 200	100 325		100 325
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 167 257)(	845 437)(	)	845 437)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())))
Financement à long terme des activités d'investissement	4		227 345		227 345
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	140 839	227 783		227 783
Excédent accumulé	6	161 246	261 163		261 163
	7	(865 172)	(129 146)		(129 146)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	7 028	(28 821)		(28 821)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14